

Séance extraordinaire
19 décembre 2023 – 19 h 05
Salle du Conseil municipal, 1111, avenue Saint-Paul, Saint-Césaire

ORDRE DU JOUR

1. Échelles salariales pour l'année 2024 / Révision
2. Règlement n° 310 fixant les taxes, tarifications et compensations pour l'année 2024 ainsi que les modalités de leur paiement et le taux d'intérêt sur tout solde impayé / Adoption
3. Règlement n° 311 fixant le taux de compensation pour le service d'aqueduc et la consommation d'eau potable pour l'année 2024 ainsi que les modalités de leur paiement et le taux d'intérêt sur tout solde impayé / Adoption
4. Règlement n° 280-05 modifiant le règlement n° 280 décrétant un mode de tarification pour l'utilisation de certains biens, services ou activités de la Ville de Saint-Césaire et amendements / Adoption
5. Logiciels, applications informatiques et licences en administration générale / Renouvellement 2024
6. Applications informatique et licence en sécurité civile / Renouvellement 2024
7. Élimination des raccordements inversés / Engagement
8. DA-03-2023 par M^{me} Roxanne Schmidt-Choinière, mandataire pour le propriétaire, M. Martin Choinière, visant l'utilisation aux fins autres qu'agricoles du lot n° 1 593 638 / Recommandation à la Commission de protection du territoire agricole du Québec (CPTAQ)
9. Période de questions
10. Fin de la séance

Règlement n° 310 fixant les taux de taxes, tarification et compensations pour l'année 2024 ainsi que les modalités de leur paiement et le taux d'intérêt sur tout solde impayé

**VILLE DE SAINT-CÉSAIRE
MRC DE ROUVILLE
PROVINCE DE QUÉBEC**

Règlement n° 310 fixant les taux de taxes, tarifications et compensations pour l'année 2024 ainsi que les modalités de leur paiement et le taux d'intérêt sur tout solde impayé

Considérant que le Conseil municipal a adopté les prévisions budgétaires pour l'exercice financier 2024;

Considérant qu'afin de se procurer les sommes nécessaires pour réaliser ces prévisions budgétaires, il est requis de décréter par règlement les différents taux de taxes, tarifications et compensations ainsi que, en vertu de l'article 252 de la *Loi sur la Fiscalité municipale* (RLRQ., c. F-2.1), les modalités de leur paiement et de fixer le taux d'intérêt sur tout solde de taxes impayées et sur tout solde impayé de toute autre facture émise par la Ville;

Considérant les dispositions contenues à ladite *Loi sur la fiscalité municipale* (RLRQ., c. F-2.1) et relatives à la possibilité d'imposer différents taux de la taxe foncière générale en fonction des catégories d'immeubles;

Considérant les pouvoirs de tarification édictés en vertu des articles 244.1 et suivants de la *Loi sur la fiscalité municipale* (RLRQ c.F-2.1);

Considérant qu'un avis de motion a été régulièrement donné lors de la séance ordinaire du Conseil municipal tenue le 12 décembre 2023;

En conséquence, il est proposé par

Et résolu le Conseil municipal adopte le présent règlement portant le numéro 310 fixant les taux de taxes, tarifications et compensations pour l'année 2024 ainsi que les modalités de leur paiement et le taux d'intérêt sur tout solde de taxes impayées et sur tout solde impayé de toute autre facture émise par la Ville, et ledit règlement statue et décrète ce qui suit, à savoir:

CHAPITRE 1

TAXES FONCIÈRES GÉNÉRALES À TAUX VARIÉS

1. Taxes foncières générales à taux variés

Pour l'exercice financier 2024, il est imposé et il sera prélevé une taxe foncière sur tous les immeubles imposables inscrits ou qui s'inscriront au rôle d'évaluation foncière, suivant le taux particulier de la catégorie à laquelle appartiennent les unités d'évaluation.

2. Catégories d'immeubles

- 1- Catégorie des immeubles non résidentiels
- 2- Catégorie des immeubles industriels
- 3- Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus
- 4- Catégorie des immeubles agricoles
- 5- Catégorie résiduelle (ou catégorie de base)
- 6- Catégorie terrains vagues desservis
- 7- Catégorie des immeubles forestiers

Une unité d'évaluation peut appartenir à plusieurs catégories.

Règlement n° 310 fixant les taux de taxes, tarification et compensations pour l'année 2024 ainsi que les modalités de leur paiement et le taux d'intérêt sur tout solde impayé

3. Dispositions applicables

Les dispositions des articles 244.29 à 244.58 de la *Loi sur la fiscalité municipale* (RLRQ, chap. F-2.1) s'appliquent intégralement au présent règlement.

4. Taux de base et taux particulier de la catégorie résiduelle

Le taux de base de la taxe foncière générale est fixé à **0,7027 \$ par 100 \$** de la valeur portée ou qui sera portée au rôle d'évaluation foncière.

Le taux de base est le taux particulier à la catégorie résiduelle.

5. Taux particulier à la catégorie des immeubles non résidentiels

Le taux particulier à la catégorie des immeubles non résidentiels est fixé à **1,1933 \$ par 100 \$** de la valeur portée ou qui sera portée au rôle d'évaluation foncière.

6. Taux particulier à la catégorie des immeubles industriels

Le taux particulier à la catégorie des immeubles industriels est fixé à **1,2309 \$ par 100 \$** de la valeur portée ou qui sera portée au rôle d'évaluation foncière.

7. Taux particulier à la catégorie des immeubles de 6 logements ou plus

Le taux particulier à la catégorie des immeubles de 6 logements ou plus est fixé à **0,7027 \$ par 100 \$** de la valeur portée ou qui sera portée au rôle d'évaluation foncière.

8. Taux particulier à la catégorie des immeubles agricoles

Le taux particulier à la catégorie des immeubles agricoles est fixé à **0,6186 \$ par 100 \$** de la valeur portée ou qui sera portée au rôle d'évaluation foncière.

9. Taux particulier à la catégorie des terrains vagues desservis

Le taux particulier à la catégorie des terrains vagues desservis est fixé à **0,7460 \$ par 100 \$** de la valeur portée ou qui sera portée au rôle d'évaluation foncière.

10. Taux particulier à la catégorie des immeubles forestiers

Le taux particulier à la catégorie des immeubles forestiers est fixé à **0,7027 \$ par 100 \$** de la valeur portée ou qui sera portée au rôle d'évaluation foncière.

Règlement n° 310 fixant les taux de taxes, tarification et compensations pour l'année 2024 ainsi que les modalités de leur paiement et le taux d'intérêt sur tout solde impayé

CHAPITRE 2

TAXES FONCIÈRES SPÉCIALES

11. Taxe foncière générale spéciale pour le service de la dette

Afin de pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et aux remboursements en capital des échéances annuelles des emprunts à la charge du territoire de la Ville, une taxe foncière générale spéciale de **0,0754 \$ par 100 \$** de la valeur telle que portée ou qui sera portée au rôle d'évaluation foncière est imposée et sera prélevée pour l'année 2024 sur tous les immeubles en vertu de la loi et situés sur le territoire de la Ville de Saint-Césaire.

CHAPITRE 3

TARIFICATIONS

12. Que la tarification spéciale du secteur desservi par l'aqueduc imposée en vertu du règlement numéro 108 est fixée à **37,22 \$ par unité**.
13. Que la tarification spéciale du secteur desservi par l'aqueduc imposée en vertu du règlement numéro 141 est fixée à **6,69 \$ par unité**.
14. Que la tarification spéciale du secteur desservi par l'aqueduc imposée en vertu du règlement numéro 205 est fixée à **6,60 \$ par unité**.
15. Que la tarification spéciale du secteur desservi par l'aqueduc imposée en vertu du règlement numéro 259 est fixée à **3,33 \$ par unité**.
16. Que la tarification spéciale du secteur desservi par l'aqueduc imposée en vertu du règlement numéro 290 est fixée à **14,93 \$ par unité**.
17. Qu'il sera créé un code de taxes aux fins de l'avis d'évaluation foncière / Compte de taxes afin de regrouper le total des tarifications spéciales des règlements stipulés aux articles 12 à 16 pour un montant total de **68,77 \$ par unité** tel que précisé à l'Annexe 1 du présent règlement pour en faire partie intégrante.
18. Que la tarification spéciale du secteur desservi par l'égout sanitaire imposée en vertu du règlement numéro 205 est fixée à **6,17 \$ par unité**.
19. Que la tarification spéciale du secteur desservi par l'égout sanitaire imposée en vertu du règlement numéro 259 est fixée à **8,38 \$ par unité**.
20. Que la tarification spéciale du secteur desservi par l'égout sanitaire imposée en vertu du règlement numéro 290 est fixée à **20,84 \$ par unité**.
21. Qu'il sera créé un code de taxes aux fins de l'avis d'évaluation foncière / Compte de taxes afin de regrouper le total des tarifications spéciales des règlements stipulés aux articles 18 à 20 pour un montant total de **35,39 \$ par unité** tel que précisé à l'Annexe 1 du présent règlement pour en faire partie intégrante.
22. Que la tarification spéciale imposée au secteur desservi par l'égout sanitaire tel que défini selon le bassin de taxation de l'Annexe B en vertu du règlement numéro 173 modifiant le règlement numéro 132 est fixée à **110,5199 \$ par unité**.

Règlement n° 310 fixant les taux de taxes, tarification et compensations pour l'année 2024 ainsi que les modalités de leur paiement et le taux d'intérêt sur tout solde impayé

23. Que la tarification spéciale imposée au secteur desservi par l'égout sanitaire tel que défini selon le bassin de taxation de l'Annexe C en vertu du règlement numéro 173 modifiant le règlement numéro 132 est fixée à **784,9346 \$ par unité.**
24. Que la tarification spéciale imposée au secteur desservi par l'égout sanitaire tel que défini au règlement numéro 142 est fixée à **586,3600 \$ par unité.**
25. Que la tarification spéciale imposée au secteur desservi par l'égout sanitaire tel que défini au règlement numéro 145 est fixée à **1 169,8240 \$ par unité.**
26. Que la tarification spéciale imposée au secteur desservi par l'égout sanitaire tel que défini au règlement numéro 156 est fixée à **1 553,2373 \$ par unité.**

CHAPITRE 4

COMPENSATIONS

27. Que sur les immeubles mentionnés à l'article 204-12 de la Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q. c. F-2.1), soit imposée et prélevée une compensation pour services municipaux sur la valeur non imposable du terrain au taux de **0,7781 \$ par 100,00 \$ d'évaluation.**
28. Que sur les immeubles mentionnés à l'article 204-10 de la Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q. c. F-2.1), soit imposée et prélevée une compensation pour services municipaux sur la valeur non imposable de l'immeuble au taux de **0,50 \$ par 100,00 \$ d'évaluation.**
29. Qu'aux fins du présent chapitre, une résidence de personnes âgées est considérée au même titre qu'un logement servant d'habitation privée si elle comporte des appartements de deux pièces et demie et moins. Dès qu'une telle résidence comporte des appartements de trois pièces et demie et plus, chaque appartement de trois pièces et demie et plus est considéré comme un logement.
30. Qu'une compensation de **119,00 \$ par logement** servant d'habitation privée, par commerce, par industrie soit imposée et prélevée à tous les propriétaires occupant tels logements, tels commerces ou telles industries pour couvrir les dépenses encourues pour le service d'enlèvement et d'élimination des déchets domestiques.
31. Qu'une compensation de **119,00 \$ par logement** servant d'habitation privée, par commerce, par industrie soit imposée et prélevée à tous les propriétaires pour tous locataires ou occupants de tels logements privés, tels commerces ou telles industries, pour couvrir les dépenses encourues pour le service d'enlèvement et d'élimination des déchets domestiques. Toutefois, aucune compensation ne sera chargée pour une résidence de personnes âgées, car celle-ci devra être pourvue d'un conteneur à déchets domestiques dont le coût du service sera assumé par le propriétaire.

Règlement n° 310 fixant les taux de taxes, tarification et compensations pour l'année 2024 ainsi que les modalités de leur paiement et le taux d'intérêt sur tout solde impayé

32. Qu'une compensation de **59,50 \$ par logement** servant d'habitation privée ayant deux pièces et demie et moins, soit imposée et prélevée à tous les propriétaires pour tous locataires ou occupants de tels logements privés, pour couvrir les dépenses encourues pour le service d'enlèvement et d'élimination des déchets domestiques. Toutefois, aucune compensation ne sera chargée pour une résidence de personnes âgées, car celle-ci devra être pourvue d'un conteneur à déchets domestiques dont le coût du service sera assumé par le propriétaire.
33. Tout propriétaire d'un bâtiment d'affectation commerciale ou industrielle doit fournir annuellement, entre le 15 octobre et le 15 novembre, la preuve de la location (couvrant l'année civile en cours) d'un conteneur et de l'enlèvement et de l'élimination des déchets domestiques. Suite à la réception de cette preuve, un remboursement pour les déchets domestiques sera émis.
34. Qu'une compensation de **70,00 \$ par logement** servant d'habitation privée, par commerce et par industrie, soit imposée et prélevée à tous les propriétaires occupant tels logements, tels commerces et telles industries pour couvrir les dépenses encourues pour le service de la collecte sélective.
35. Qu'une compensation de **70,00 \$ par logement** servant d'habitation privée, par commerce et par industrie, soit imposée et prélevée à tous les propriétaires pour tous locataires ou occupants de tels logements privés, tels commerces et telles industries pour couvrir les dépenses encourues pour la collecte sélective.
36. Qu'une compensation de **35,00 \$ par logement** servant d'habitation privée ayant deux pièces et demi et moins, soit imposée et prélevée à tous les propriétaires pour tous locataires ou occupants de tels logements privés, pour couvrir les dépenses encourues pour la collecte sélective.
37. Qu'une compensation de **83,00 \$ par logement** servant d'habitation privée, soit imposée et prélevée à tous les propriétaires occupant tels logements, pour couvrir les dépenses encourues pour le service de la collecte des matières organiques.
38. Qu'une compensation de **83,00 \$ par institution**, par commerce et par industrie, soit imposée et prélevée à tous les propriétaires occupant telles institutions, tels commerces et telles industries pour couvrir les dépenses encourues pour le service de la collecte des matières organiques.
39. Qu'une compensation de **41,50 \$ par logement** servant d'habitation privée ayant deux pièces et demi et moins, soit imposée et prélevée à tous les propriétaires pour tous locataires ou occupants de tels logements privés, pour couvrir les dépenses encourues pour le service de collecte des matières organiques.

Règlement n° 310 fixant les taux de taxes, tarification et compensations pour l'année 2024 ainsi que les modalités de leur paiement et le taux d'intérêt sur tout solde impayé

40. Qu'une compensation de **38,58 \$** par nouvelle unité d'occupation qui sera inscrite au rôle d'évaluation foncière, c'est-à-dire un terrain sur lequel se trouvera un nouveau bâtiment résidentiel, soit imposée dans le secteur desservi et prélevée à tous les propriétaires pour tous locataires ou occupants de telle nouvelle unité pour couvrir les dépenses encourues pour l'acquisition et distribution de bac brun de format 240 litres servant à la collecte des matières organiques selon la répartition suivante :

Nombre d'unités	Nombre de bacs 240 litres
1	1
2	2
3	2
4	3

41. Qu'une compensation de **38,58 \$** par nouvelle unité d'occupation qui sera inscrite au rôle d'évaluation foncière, c'est-à-dire un terrain sur lequel se trouvera une nouvelle institution, un nouveau commerce, une nouvelle industrie, soit imposée dans le secteur desservi et prélevée à tous les propriétaires pour tous locataires ou occupants de telle nouvelle unité pour couvrir les dépenses encourues pour l'acquisition et distribution de bac brun de format 240 litres servant à la collecte des matières organiques. »

Nombre d'unités	Nombre de bacs 240 litres
1	1
2	2
3	2
4	3

42. Qu'une compensation de **38,58 \$** par nouvelle unité d'occupation qui sera inscrite au rôle d'évaluation foncière, c'est-à-dire un terrain sur lequel se trouvera un nouveau bâtiment résidentiel, soit imposée dans le secteur desservi et prélevée à tous les propriétaires pour tous locataires ou occupants de telle nouvelle unité pour couvrir les dépenses encourues pour l'acquisition et distribution de bac brun de format 360 litres servant à la collecte des matières organiques selon la répartition suivante :

Nombre d'unités	Nombre de bacs 360 litres
5	2
6 à 10	3
11 à 17	4
18 à 24	5
25 et plus	6

Règlement n° 310 fixant les taux de taxes, tarification et compensations pour l'année 2024 ainsi que les modalités de leur paiement et le taux d'intérêt sur tout solde impayé

43. Qu'une compensation de **38,58 \$** par nouvelle unité d'occupation qui sera inscrite au rôle d'évaluation foncière, c'est-à-dire un terrain sur lequel se trouvera une nouvelle institution, un nouveau commerce, une nouvelle industrie, soit imposée dans le secteur desservi et prélevée à tous les propriétaires, soit imposée dans le secteur desservi et prélevée à tous les propriétaires pour tous locataires ou occupants de telle nouvelle unité pour couvrir les dépenses encourues pour l'acquisition et distribution de bac brun de format 360 litres servant à la collecte des matières organiques selon la répartition suivante :

Nombre d'unités	Nombre de bacs 360 litres
5	2
6 à 10	3
11 à 17	4
18 à 24	5
25 et plus	6 »

44. Qu'une compensation de **235,00 \$** pour les premiers 100 000 gallons d'eau et l'excédent à 2,00 \$ le mille gallons, par logement servant d'habitation privée ou d'emplacement servant de commerce ou d'industrie, soit imposée et prélevée à tous les propriétaires occupant tels logements ou emplacements, pour couvrir les dépenses encourues pour l'assainissement des eaux usées.

45. Qu'une compensation de **235,00 \$** pour les premiers 100 000 gallons d'eau et l'excédent à 2,00 \$ le mille gallons, par logement servant d'habitation privée ou d'emplacement servant de commerce ou d'industrie, soit imposée et prélevée à tous propriétaires pour tous locataires ou occupants de tels logements ou emplacements pour couvrir les dépenses encourues pour l'assainissement des eaux usées.

46. Qu'une compensation de **117,50 \$** pour les premiers 100 000 gallons d'eau et l'excédent à 2,00 \$ les mille gallons, par appartement à louer jusqu'à deux pièces et demie, soit imposée et prélevée à tous propriétaires pour tous locataires ou occupants de tels logements ou emplacements pour couvrir les dépenses encourues pour l'assainissement des eaux usées.

47. Qu'une compensation de **100,00 \$** par immeuble servant d'habitation privée, soit imposée et prélevée à tous les propriétaires occupant tels immeubles, pour couvrir les dépenses encourues pour le service de vidange de fosse septique.

CHAPITRE 5

AUTRES DISPOSITIONS

48. Les taxes foncières doivent être payées en un versement unique.
49. Toutefois, lorsque le total des taxes foncières est égal ou supérieur à 300\$, celles-ci peuvent être payées, au choix du débiteur, en un versement unique, en deux versements égaux, en trois versements égaux ou en quatre versements égaux.
50. Le versement unique ou le premier versement des taxes foncières municipales doit être effectué au plus tard le trentième jour qui suit l'expédition du compte.

Règlement n° 310 fixant les taux de taxes, tarification et compensations pour l'année 2024 ainsi que les modalités de leur paiement et le taux d'intérêt sur tout solde impayé

51. Le deuxième versement doit être effectué au plus tard le soixantième jour qui suit le trentième jour de l'expédition du compte.
52. Le troisième versement doit être effectué au plus tard le soixantième jour qui suit l'écoulement du délai au cours duquel peut être effectué le deuxième versement.
53. Le quatrième versement doit être effectué au plus tard le quatre-vingt-dixième jour qui suit l'écoulement du délai duquel peut être effectué le troisième versement.
54. Les modalités de paiement établies au présent règlement s'appliquent aussi aux tarifications et compensations municipales que la Ville perçoit.
55. Lorsqu'un versement n'est pas fait dans le délai prévu, seul le montant du versement échü est alors exigible immédiatement.
56. Pour l'année 2024, les soldes impayés de taxes, tarifications et compensations portent intérêts au taux annuel de 12 % à compter du moment où ils deviennent exigibles et il en est de même pour tout solde impayé de toute autre facture émise par la Ville, le tout en vertu de la résolution adoptée par le Conseil municipal le 9 décembre 2008 sous le numéro 456-2008.

CHAPITRE 6

DISPOSITIONS FINALES

57. La trésorière de la Ville dressera un rôle de perception prélevant toutes les sommes requises et imposées par le présent règlement.
58. Aux fins des présentes et aux fins de l'imposition de taxes, de compensations et tarifications, le présent règlement a effet sans préjudice et sous réserve de toutes approbations requises pour couvrir la période du 1^{er} janvier 2024 au 31 décembre 2024.
59. Le présent règlement entre en vigueur conformément à la Loi.

Guy Benjamin
Maire

Isabelle François
Directrice générale et greffière

Projet de règlement au Conseil :	2023-12-07 et 2023-12-12
Projet de règlement publié site :	2023-12-12
Avis de motion :	2023-12-12 sous résolution n° 2023-12-349
Règlement publié site :	2023-12-19
Adoption:	2023-12-19 sous résolution n° 2023-12-

Publication en vertu du règlement n° 2018-260 en vigueur le 1^{er} janvier 2019

Affiché à l'hôtel de Ville :	2024-01-
Site web de la Ville :	2024-01-
En vigueur:	2024-01-

Règlement n° 310 fixant les taux de taxes, tarification et compensations pour l'année 2024 ainsi que les modalités de leur paiement et le taux d'intérêt sur tout solde impayé

ANNEXE 1

CUMULATIF DES TARIFICATIONS SPÉCIALES

<i>Règlement</i>	<i>Taux/unité</i>
Service dette / tarification règlement 108	37,22 \$
Service dette / tarification règlement 141	6,69 \$
Service dette / secteur Aqueduc règlement 205	6,60 \$
Service dette / secteur Aqueduc règlement 259	3,33 \$
Service dette / secteur Aqueduc règlement 290	14,93 \$
TOTAL secteur Aqueduc	68,77 \$

<i>Règlement</i>	<i>Taux/unité</i>
Service dette / tarification règlement 205	6,17 \$
Service dette / tarification règlement 259	8,38 \$
Service dette / tarification règlement 290	20,84 \$
TOTAL secteur Égout	35,39 \$

POUR ADOPTION

Règlement n° 311 fixant le taux de compensation pour le service d'aqueduc et la consommation d'eau potable pour l'année 2024 ainsi que les modalités de leur paiement et le taux d'intérêt sur tout solde impayé

VILLE DE SAINT-CÉSAIRE
MRC DE ROUVILLE
PROVINCE DE QUÉBEC

Règlement n° 311 fixant le taux de la compensation pour le service d'aqueduc et la consommation d'eau potable pour l'année 2024 ainsi que les modalités de leur paiement et le taux d'intérêt sur tout solde impayé

Considérant que la Ville de Saint-Césaire, est régie par les dispositions de la *Loi sur les Cités et Villes* (RLRQ c. C-19);

Considérant qu'en vertu de la *Loi sur les compétences municipales* (RLRQ c. C 47.1), la Ville de Saint-Césaire peut faire des règlements pour pourvoir à l'établissement, à l'acquisition, à l'entretien et à l'administration d'un aqueduc et la fourniture de l'eau;

Considérant qu'un avis de motion a été régulièrement donné lors d'une séance ordinaire du Conseil tenue le 12 décembre 2023;

En conséquence, il est proposé par

Et résolu que le Conseil municipal adopte le présent règlement n° 311 fixant le taux de compensation pour le service d'aqueduc et la consommation d'eau potable pour l'année 2024 ainsi que les modalités de leur paiement et le taux d'intérêts sur tout solde impayé et ledit règlement statue et décrète ce qui suit, à savoir:

ARTICLE 1

Le présent règlement portant le n° 311 décrète le taux de compensation pour le service d'aqueduc et la consommation d'eau potable pour l'année 2024 ainsi que les modalités de leur paiement et le taux d'intérêt sur tout solde impayé.

ARTICLE 2

En outre de toute taxe qui peut être requise pour le maintien et l'amélioration de l'aqueduc, les charges ci-après spécifiées, payables annuellement et d'avance le 1^{er} janvier dans certains cas et le 1^{er} juillet et le 31 décembre en d'autres cas, sont imposées à tous propriétaires d'immeubles desservis par l'aqueduc municipal.

Considérant que le Conseil a donné avis public qu'il est prêt à leur fournir l'eau au moyen d'un tuyau de distribution jusqu'à l'alignement de la rue sur le territoire de la Ville de Saint-Césaire, incluant une partie de l'ancienne paroisse maintenant Ville de Saint-Césaire et une partie du territoire de Sainte-Angèle-de-Monnoir et de Rougemont desservis par l'aqueduc de la Ville de Saint-Césaire suivant les coûts et modalités ci-après spécifiés.

A) Tarif minimum payable d'avance le 1^{er} janvier et la compensation pour l'excédent payable annuellement le 31 décembre où il n'y a pas de compteurs dans les bâtiments situés sur le territoire de la Ville de Saint-Césaire.

Règlement n° 311 fixant le taux de compensation pour le service d'aqueduc et la consommation d'eau potable pour l'année 2024 ainsi que les modalités de leur paiement et le taux d'intérêt sur tout solde impayé

a) Un taux uniforme de base établi comme suit:

- | | |
|---|-----------|
| 1) Taux uniforme de base: | 170,00 \$ |
| 2) Pour le service d'eau à chaque appartement à louer jusqu'à deux pièces et demie : | 85,00 \$ |
| 3) Pour le service d'eau à chaque logement ou appartement à louer de plus de deux pièces et demie : | 170,00 \$ |
| 4) Pour le service d'eau à une étable, une porcherie, chambre à lait ou tout bâtiment quelconque exigeant une entrée d'aqueduc secondaire branchée à l'entrée principale : | 170,00 \$ |
| 5) Pour le service d'eau à un abreuvoir d'animaux au champ ou à toute autre bâtisse exigeant une entrée d'aqueduc indépendante : | 170,00 \$ |
| 6) Pour les boutiques, magasins, places d'affaires, situés à l'intérieur d'un logement et laquelle boutique, magasin, place d'affaires est exploité par le même occupant, s'il n'y a pas d'entrée d'eau distincte pour ledit commerce ou place d'affaires, il n'y a qu'un taux fixe qui est celui du logement : | 170,00 \$ |
| 7) Pour les boutiques, magasins, places d'affaires non couverts par le paragraphe 6 ci-haut : | 170,00 \$ |

B) Tarif minimum payable d'avance le 1^{er} janvier et la compensation pour l'excédent payable annuellement le 31 décembre où il y a des compteurs dans les bâtiments situés sur le territoire de la Ville de Saint-Césaire.

- 1) Pour tout consommateur pourvu actuellement de compteur d'eau ou qui le sera dans l'avenir.

a) Un taux uniforme de base établi comme suit :

Pour les classes déterminées à l'article 2 A) a) 1, 3, 4, 5, 6 et 7 :

60 000 gallons
OU
272,76 mètres³ 170,00 \$

Pour la classe déterminée à l'article 2 A) a) 2 :

30 000 gallons
OU
136,38 mètres³ 85,00 \$

b) Pour toute consommation excédant ce qui est spécifié au paragraphe précédent :

4,60 \$ / 1 000 gallons
OU
1,01 \$ / mètre³

Règlement n° 311 fixant le taux de compensation pour le service d'aqueduc et la consommation d'eau potable pour l'année 2024 ainsi que les modalités de leur paiement et le taux d'intérêt sur tout solde impayé

- 2) Pour le service à tous genres d'industries qui fabriquent des produits quelconques pour la revente, pourvues actuellement de compteur d'eau ou tous autres qui sont ou seront alimentés d'eau au moyen de compteur, est chargée toute consommation d'eau au tarif suivant:

5,50 \$ / 1 000 gallons
1,21 \$ / mètre³

- 3) Le consommateur commercial et industriel doit payer un loyer pour le coût et l'entretien du compteur comme suit:

a) Compteur de 1/2 à 5/8"	(.0125 à .015mm)	14,00 \$
b) Compteur de 3/4"	(.020mm)	24,00 \$
c) Compteur de 1"	(.025mm)	35,00 \$
d) Compteur de 1 1/2"	(.040mm)	84,00 \$
e) Compteur de 2"	(.050mm)	105,00 \$
f) Compteur de 3"	(.080mm)	160,00 \$
g) Compteur de 4"	(.100mm)	280,00 \$
h) Compteur de 4"	(.100mm) combiné	390,00 \$

- C) Tarif minimum payable d'avance le 1^{er} janvier et la compensation pour l'excédent payable annuellement le 31 décembre où il y a des compteurs pour les bâtiments situés hors du territoire de la Ville de Saint-Césaire.

a) Un taux uniforme de base établi comme suit :

- | | |
|---|------------------|
| 1) Pour le service d'eau dans tout logement : | 270,00 \$ |
| 2) Pour le service d'eau à chaque logement ou appartement à louer de plus de deux pièces et demie : | 270,00 \$ |
| 3) Pour le service d'eau à chaque appartement à louer jusqu'à deux pièces et demie : | 135,00 \$ |

- D) Tarif minimum payable d'avance le 1^{er} janvier et la compensation pour l'excédent payable annuellement le 31 décembre où il y a des compteurs dans les bâtiments situés sur le territoire desservi par l'aqueduc de la Ville de Saint-Césaire à l'extérieur de ladite Ville.

- 1) Pour tout consommateur pourvu actuellement de compteur d'eau ou qui le sera dans l'avenir:

a) Un taux uniforme de base établi comme suit :

Pour les classes déterminées à l'article 2 A) a) 1, 3, 4,

60 000 gallons
ou
272,76 mètres³ **270,00 \$**

Pour la classe déterminée à l'article 2 A) a) 2 :

30 000 gallons
ou
136,38 mètres³ **135,00 \$**

Règlement n° 311 fixant le taux de compensation pour le service d'aqueduc et la consommation d'eau potable pour l'année 2024 ainsi que les modalités de leur paiement et le taux d'intérêt sur tout solde impayé

b) Pour toute consommation excédant ce qui est spécifié au paragraphe précédent :

5,50 \$ / 1 000 gallons
OU
1,21 \$ / mètre³

- 2) Pour le service à tous genres d'industries qui fabriquent des produits quelconques pour la revente, pourvues actuellement de compteur d'eau ou tous autres qui sont ou seront alimentés d'eau au moyen de compteur, est chargée toute consommation d'eau au tarif suivant:

5,50 \$ / 1 000 gallons
OU
1,21 \$ / mètre³

- 3) Le consommateur commercial et industriel doit payer un loyer pour le coût et l'entretien du compteur ou débitmètre comme suit :

a) Compteur de 1/2 à 5/8"	(.0125 à .015mm)	17,00 \$
b) Compteur de 3/4"	(.020mm)	30,00 \$
c) Compteur de 1"	(.025mm)	43,00 \$
d) Compteur de 1 1/2"	(.040mm)	105,00 \$
e) Compteur de 2"	(.050mm)	133,00 \$
f) Compteur de 3"	(.080mm)	200,00 \$
g) Compteur / débitmètre de 4"	(.100mm)	350,00 \$
h) Compteur /débitmètre de 4"	(.100mm) combiné	490,00 \$

ARTICLE 3

Lorsque le paiement de la part du contribuable est d'une somme de 5 \$ ou moins, aucune facturation ne sera émise, ni exigible.

ARTICLE 4

La Ville de Saint-Césaire se réserve le droit qu'à défaut du paiement du compte dans un délai de trente (30) jours de son échéance, elle peut interrompre le service après un avis de dix (10) jours.

ARTICLE 5

La taxe ou compensation pour l'eau est payable par le propriétaire du bâtiment desservi par le réseau d'aqueduc et la créance envers la Ville pour le paiement de cette compensation est considérée comme étant une taxe imposée sur l'immeuble en raison duquel la compensation est due. Pour l'année 2024, les soldes impayés portent intérêts au taux annuel de 12 % à compter du moment où ils deviennent exigibles et il en est de même pour tout solde impayé de toute autre facture émise par la Ville, le tout en référence à la résolution adoptée par le Conseil municipal le 9 décembre 2008 sous le numéro 456-2008.

ARTICLE 6

La Ville de Saint-Césaire ne peut garantir un service continu et nul ne peut refuser en raison de l'insuffisance d'eau de payer la taxe ou compensation annuelle imposée.

Règlement n° 311 fixant le taux de compensation pour le service d'aqueduc et la consommation d'eau potable pour l'année 2024 ainsi que les modalités de leur paiement et le taux d'intérêt sur tout solde impayé

ARTICLE 7

Le présent règlement entre en vigueur conformément à la loi.

Guy Benjamin
Maire

Isabelle François
Directrice générale et greffière

Projet de règlement au Conseil :	2023-12-07 et 2023-12-12
Projet de règlement publié site :	2023-12-12
Avis de motion :	2023-12-12 sous résolution n° 2023-12-350
Règlement publié site :	2023-12-19
Adoption:	2023-12-19 sous résolution n° 2023-12-

Publication en vertu du règlement n° 2018-260 en vigueur le 1^{er} janvier 2019

Affiché à l'hôtel de Ville :	2023-12-
Site web de la Ville :	2023-12-
En vigueur:	2024-01-01

Pour adoption

Règlement n° 280-05 modifiant le règlement 280 décrétant un mode de tarification pour l'utilisation de certains biens, services ou activités de la Ville de Saint-Césaire et amendements

**VILLE DE SAINT-CÉSAIRE
MRC DE ROUVILLE
PROVINCE DE QUÉBEC**

Règlement n° 280-05 modifiant le règlement n° 280 décrétant un mode de tarification pour l'utilisation de certains biens, services ou activités de la Ville de Saint-Césaire et amendements

Considérant qu'il y a lieu d'apporter des modifications aux points B.6 de l'annexe « B » et C.7 de l'annexe « C », pour les fins d'actualisation du règlement n° 280 décrétant un mode de tarification pour l'utilisation de certains biens, services u activités de la Ville de Saint-Césaire et amendements;

Considérant l'avis de motion régulièrement donné lors de la séance tenue le 12 décembre 2023;

En conséquence, il est proposé par

Et résolu que le Conseil municipal adopte le règlement n° 280-05 modifiant le règlement n° 280 décrétant un mode de tarification pour l'utilisation de certains biens, services ou activités de la Ville de Saint-Césaire et amendements, lequel règlement décrète ce qui suit :

Article 1

Le préambule fait partie intégrante du présent règlement.

Article 2

Le texte du point B.6 intitulé *Licence pour chien* de l'annexe « B » relative au service de Sécurité incendie est remplacé par le texte qui suit :

« B.6 Licence pour chien

La somme à payer et ses modalités pour l'obtention d'une licence pour chien sont comme suit :

- **35\$** : licence annuelle pour chien:
pour la 1^{ère} année et valide du 1^{er} janvier au 31 décembre;
(le coût de la licence inclut l'ouverture initiale du dossier et la médaille)
- **20\$** : renouvellement annuel de la licence de ce chien:
licence renouvelable annuellement et valide du 1^{er} janvier au 31 décembre
- **5\$** : pour l'obtention d'une médaille supplémentaire

De plus, la Ville met à la disposition des gardiens de chiens gardés sur le territoire municipal de la Ville de Saint-Césaire, un gestionnaire animalier, soit une plateforme de gestion d'identité animalière que ceux-ci doivent utiliser pour obtenir les licences pour chien. »

Règlement n° 280-05 modifiant le règlement 280 décrétant un mode de tarification pour l'utilisation de certains biens, services ou activités de la Ville de Saint-Césaire et amendements

Article 3

Le texte du point C.7 intitulé *Lieu d'élimination de neige usée et autorisé par le MDDELCC* de l'annexe « C » relative au service des Travaux publics est remplacé par le texte qui suit :

« C.7 Lieu d'élimination de neige usée et autorisé par le MDDELCC

En vertu de la *Loi sur la qualité de l'environnement* (RLRQ- c. Q-2) et du règlement sur les lieux d'élimination de neige (c. Q-2, r. 31) qui en découle, la neige qui fait l'objet d'un enlèvement et d'un transport en vue de son élimination ne peut être déposée définitivement que dans un lieu d'élimination autorisé par le ministre de l'Environnement et de la Lutte contre les Changements climatiques, en vertu de l'article 22 de la *Loi sur la qualité de l'environnement* (c. Q-2).

Le lieu d'élimination de la Ville de Saint-Césaire et autorisé par ledit ministre est situé derrière le garage municipal, 110, route 112 à Saint-Césaire. Les prix pour déposer un voyage de neige sont les suivants :

Camion 10 roues (17 m ³) :	45 \$
Camion 12 roues (24 m ³):	55 \$
Semi-remorque 2 essieux (40 m ³):	70 \$
Semi-remorque 3 essieux (55 m ³) :	85 \$
Semi-remorque 4 essieux (69 m ³) :	100 \$

Pour convenir des procédures avant de déposer de la neige au dépôt de la Ville, le requérant doit communiquer avec le service des Travaux publics, au 450 469-3108, poste 420. »

Article 4 Entrée en vigueur

Le présent règlement n° 280-05 entre en vigueur conformément à la loi.

Guy Benjamin
Maire

Isabelle François
Directrice générale et greffière

Projet de règlement au Conseil :	2023-12-07 et 2023-12-12
Projet de règlement publié site :	2023-12-12
Avis de motion :	2023-12-12 sous résolution n° 2023-12-351
Règlement publié site :	2023-12-19
Adoption:	2023-12-19 sous résolution n° 2023-12-

Publication en vertu du règlement n° 2018-260 en vigueur le 1^{er} janvier 2019

Affiché à l'hôtel de Ville :	2024-01-
Site web de la Ville :	2024-01-
En vigueur:	2024-01-